

L'ACCORD DE ROME

*Avant-projet de document politique final de la CIN-2
pour le 19 novembre 2014*

Nous,, réunis du 19 au 21 novembre 2014 à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition pour nous pencher sur les multiples menaces que fait peser la malnutrition,

Les multiples menaces que fait peser la malnutrition constituent un obstacle considérable au développement mondial

1. reconnaissons que la malnutrition est l'un des principaux ennemis de la santé et du bien-être des populations. Qu'elle prenne la forme d'une sous-alimentation, d'une carence en micronutriments ou d'un régime déséquilibré, elle prélève sur les personnes, les familles et les sociétés un tribut dont le poids est inacceptable. Elle restreint la réalisation du potentiel humain, compromet le développement physique et cognitif et expose davantage les personnes aux maladies non transmissibles;
2. constatons avec une profonde préoccupation qu'au cours des dernières décennies, les progrès en matière de réduction de la malnutrition ont été à la fois faibles et inégaux, au regard des objectifs de la Conférence internationale sur la nutrition de 1992, du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et des objectifs du Millénaire pour le développement. Ainsi:
 - la prévalence de la sous-alimentation a certes reculé mais les chiffres, en valeur absolue, demeurent inacceptablement élevés: au moins 842 millions de personnes sur la période 2011-2013;
 - la dénutrition chronique (retard de croissance) a reculé, mais elle touchait encore 162 millions d'enfants de moins de cinq ans en 2012, tandis que la dénutrition aiguë (dépérissement) concernait quant à elle 51 millions d'enfants de moins de cinq ans en 2012 également;
 - la dénutrition est souvent aggravée, dans une sorte de cercle vicieux, par des infections d'origine alimentaire et par l'ingestion de contaminants chimiques lorsque la sécurité sanitaire des aliments fait défaut;

- on n'a pas observé d'amélioration en ce qui concerne les carences en micronutriments;
 - environ un tiers des femmes souffrent d'anémie;
 - l'obésité de l'adulte et de l'enfant a progressé rapidement, de même que l'incidence des maladies non transmissibles qui lui sont liées, en forte hausse partout dans le monde;
 - différents types de malnutrition coexistent dans la plupart des pays;
 - on constate au sein de la plupart des populations d'importants écarts socio-économiques quant à l'état nutritionnel et à l'exposition aux facteurs de risque liés à l'alimentation;
3. reconnaissons que les causes de la malnutrition sont complexes et qu'elles comportent plusieurs facettes, mais que les disponibilités alimentaires, les prix, qui doivent être abordables, et l'accessibilité jouent un rôle essentiel. L'évolution des systèmes alimentaires (systèmes agricoles compris) sous l'effet des innovations dans les domaines de la production, de la fabrication, de l'entreposage et de la distribution, a permis, dans les pays en développement, une diversification du régime alimentaire et un accroissement de la consommation de fruits et de légumes ainsi que de viande et de produits laitiers, même si les avantages qui en ont été retirés sont inégaux. La consommation d'aliments transformés, de sucres et de matières grasses, en particulier saturées et trans, ainsi que de sel a également augmenté à l'échelle mondiale, et favorise l'épidémie mondiale de maladies non transmissibles. Le système alimentaire n'est pas encore en mesure de fournir des aliments sûrs et nutritifs à tous et il lui est d'autant plus difficile de le faire que des contraintes s'exercent sur la production alimentaire du fait des préoccupations quant aux ressources et à la durabilité environnementale et en particulier au changement climatique;

Pour une action mondiale capable de mettre fin à toutes les formes de malnutrition

4. réaffirmons qu'il est impératif, pour des raisons éthiques, politiques et économiques, de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes. La malnutrition est encore responsable de près de la moitié des décès d'enfants et l'obésité, de plus de 3 millions de décès chaque année. Les facteurs de risque alimentaire sont responsables, avec l'insuffisance de l'activité physique, de près de 10 pour cent du fardeau mondial de la maladie et des incapacités;

5. reconnaissons que les besoins nutritionnels varient selon les périodes de l'existence et que certains groupes, notamment les femmes et les enfants, ont des besoins particuliers, surtout pendant certaines périodes de la vie;
6. réitérons les engagements pris à la première Conférence internationale sur la nutrition et au Sommet mondial de l'alimentation et nous engageons à redoubler d'efforts pour appuyer des initiatives telles que le Défi Faim Zéro du Secrétaire général de l'ONU;
7. renouvelons les engagements qui ont été pris de réduire le nombre d'enfants de moins de cinq ans qui ont un retard de croissance; de réduire l'anémie chez les femmes en âge de procréer; de réduire la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance; d'arrêter la progression de l'excédent pondéral chez les enfants de moins de cinq ans; d'accroître le pourcentage de nourrissons bénéficiant d'un allaitement au sein exclusif pendant les six premiers mois; de réduire la prévalence du dépérissement chez les enfants de moins de cinq ans puis de la maintenir à un niveau réduit; enfin, d'inverser la tendance à la hausse de l'obésité et du diabète, dans le cadre de l'effort de réduction de la mortalité globale associée aux maladies non transmissibles;
8. rappelons le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale; le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et les engagements énoncés dans la déclaration politique de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles;

Transformer le système alimentaire pour améliorer la nutrition

9. reconnaissons qu'une nutrition satisfaisante passe par des systèmes alimentaires plus durables, plus équitables et plus résilients. Les systèmes alimentaires – ressources, environnement, populations, institutions et processus de production, de transformation, d'entreposage, de distribution, de préparation et de consommation – sont déterminants pour ce qui est de la qualité et de la quantité des approvisionnements alimentaires du point de vue de la teneur

en nutriments, de la diversité et de la sécurité sanitaire. L'agriculture (élevage compris), la pêche et l'eau potable constituent autant d'éléments fondamentaux des systèmes alimentaires;

10. reconnaissons que les systèmes alimentaires devraient produire davantage d'aliments nutritifs, et non pas se borner à produire davantage de denrées alimentaires, et garantir un approvisionnement adéquat en fruits et légumes, en matières grasses insaturées et en aliments d'origine animale tout en évitant les excès de sucres, de matières grasses saturées, d'acides gras trans et de sel; les systèmes alimentaires devraient améliorer la nutrition en permettant un accès, pendant toute l'année, aux macronutriments et micronutriments, en favorisant la sécurité sanitaire des aliments et des apports alimentaires équilibrés et en évitant les procédés de transformation des aliments qui ont un effet réducteur ou néfaste sur la nutrition.
11. réaffirmons que tous les systèmes de production (sols, semences, terre, eau, transports) et de transformation alimentaires devraient être gérés de façon durable afin de mettre les aliments et la sécurité nutritionnelle à la portée de tous en adoptant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Le changement climatique constitue une menace de taille pour les systèmes alimentaires durables et par conséquent pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La nutrition devrait être prise en compte lors de l'élaboration de politiques en faveur d'un développement durable intégrateur et notamment de systèmes alimentaires permettant une production et une consommation durables. L'approche de l'agriculture intelligente face au climat favorise l'adoption de pratiques améliorées d'adaptation aux effets du changement climatique et d'atténuation de ceux-ci, ainsi que de politiques à l'appui d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable. Les efforts visant à réduire les pertes alimentaires aux stades de la consommation et du stockage peuvent contribuer sensiblement à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle;
12. reconnaissons que des ensembles appropriés de politiques sont nécessaires pour alléger efficacement les fardeaux multiples de la malnutrition dans les diverses situations. L'alimentation et la nutrition devraient être abordées de façon transversale, dans les différents secteurs que sont l'agriculture, l'industrie, la santé, la protection sociale, l'éducation. La nutrition devrait être un objectif de toutes les politiques de développement. Les politiques des pouvoirs publics devraient viser simultanément l'offre et la

demande de produits alimentaires, et les politiques d'investissement et de subvention devraient être axées sur les objectifs nutritionnels;

13. reconnaissons qu'un investissement public accru est nécessaire pour améliorer la nutrition, notamment en permettant un accès plus équitable à des aliments et une eau salubres, à des revenus, à l'éducation et aux soins de santé, autant d'éléments nécessaires à un accès de tous à une alimentation saine. Il faut poursuivre les efforts, à la fois pour améliorer la productivité agricole, de façon à répondre aux besoins énergétiques alimentaires d'une population croissante, et pour améliorer l'accès à des aliments plus nutritifs sources d'autres nutriments essentiels, en particulier de micronutriments, c'est-à-dire des vitamines et minéraux, tout en agissant pour réduire la consommation excessive de sucres et de matières grasses saturées. Si la grande majorité des pauvres vivent de l'agriculture, une agriculture familiale plus viable peut aider à stimuler l'économie locale, en particulier grâce à des politiques de protection sociale et de bien-être communautaire, et améliorer l'alimentation tout en contribuant à la durabilité de l'environnement et des ressources;
14. reconnaissons qu'il est essentiel de donner aux consommateurs la possibilité d'opérer des choix alimentaires sains. Des informations nutritionnelles fiables et pertinentes, adaptées aux normes et préférences culturelles, doivent être diffusées de façon efficace afin d'améliorer les comportements et les usages. Une économie de marché florissante est une économie qui s'appuie sur des règles et règlements de nature à assurer des pratiques loyales pour tous, la sécurité sanitaire des aliments et une nutrition saine. Les gouvernements sont tenus de protéger les consommateurs, en particulier les enfants, contre les messages publicitaires trompeurs concernant des aliments riches au plan énergétique mais à faible valeur nutritionnelle, qui peuvent provoquer une dépendance et aggraver les risques de pathologies. Les gouvernements devraient faciliter l'adoption de pratiques alimentaires saines, fondées sur les cultures alimentaires locales;
15. reconnaissons qu'une protection nutritionnelle est fournie aux personnes en situation d'insécurité alimentaire, qui ne sont pas en mesure d'acheter les aliments nutritifs dont elles ont besoin, aux personnes qui ont des besoins particuliers ou sont vulnérables sur le plan nutritionnel pour d'autres raisons. Nous examinerons les possibilités d'améliorer la nutrition des populations par l'intermédiaire de programmes, d'interventions et de partenariats en faveur de la santé maternelle prénatale et postnatale, de la santé infantile et de l'alimentation scolaire. Les interventions humanitaires

pendant les situations de crise tiennent compte des besoins nutritionnels des bénéficiaires;

16. reconnaissons que l'aide publique au développement, et notamment le financement de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation aux effets de ceux-ci, les transferts philanthropiques et autres aides extérieures devraient étayer les initiatives et interventions nationales en faveur de la nutrition;
17. reconnaissons en outre que l'élaboration, la coordination et le suivi, sur les plans tant national qu'international, de la mise en œuvre des politiques et programmes nutritionnels sont insuffisamment développés. Dans le domaine de la nutrition, les responsabilités et le rôle des pouvoirs publics sont souvent partiels et fragmentaires, voire inexistantes. Les stratégies nutritionnelles nationales devraient reposer sur la participation – en coordonnant les actions complémentaires – de tous les ministères et services ministériels concernés et s'appuyer sur les ressources nécessaires, financières, humaines ou autres;
18. réaffirmons que des politiques de haut niveau et des efforts en amont ainsi qu'une gouvernance améliorée permettant de rendre plus efficaces les actions concertées des principales parties prenantes des différents secteurs sont indispensables pour que les systèmes alimentaires améliorent durablement la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments. Les gouvernements devraient prendre la responsabilité et la direction du domaine de la nutrition. Il faudrait renforcer les capacités institutionnelles et mettre en place une coordination intersectorielle efficace. Les plans d'investissement des gouvernements devraient être orientés vers les systèmes alimentaires en vue d'améliorer la disponibilité d'aliments sains, ainsi que l'accessibilité et l'acceptabilité de ceux-ci;
19. reconnaissons que l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes repose sur une participation active des citoyens et sur leur collaboration avec des gouvernements engagés, responsables et travaillant en amont, la société civile et le secteur privé, par une interaction entre les parties prenantes, prenant souvent de nouvelles formes. Spécialistes, enseignants, médias, groupes communautaires, producteurs alimentaires et industries de transformation, détaillants, agriculteurs, organisations de consommateurs et organisations professionnelles, tous ont leur rôle à jouer dans l'entreprise commune de transformation du système alimentaire. Les organismes des Nations Unies doivent collaborer plus efficacement entre eux à l'amélioration de la coopération internationale et de la

solidarité en vue d'améliorer la nutrition et de soutenir les efforts nationaux consentis pour accélérer la lutte contre la malnutrition;

20. reconnaissons qu'une meilleure veille alimentaire et nutritionnelle contribuera à rendre plus efficaces les interventions, les décisions et la reddition de comptes. Des données améliorées pourraient permettre de perfectionner les interventions nutritionnelles d'ordre général et les résultats. Des paramètres et des indicateurs améliorés favoriseraient la prise de décisions. Les mécanismes de reddition de comptes et les dispositifs dotés d'objectifs et de cibles clairement indiqués peuvent permettre d'intervenir plus efficacement. Le cadre de la reddition de comptes devrait comporter des informations sur la réalisation des cibles ainsi que sur les progrès faits en matière de mise en œuvre des programmes et politiques;

Engagement à agir

21. reconnaissons qu'un cadre d'engagement collectif, d'action et de résultats est nécessaire pour transformer le système alimentaire mondial afin d'améliorer la nutrition des populations, en particulier celles des femmes et des enfants, et convenons des engagements ci-après:

- I. adopter nos systèmes alimentaires (systèmes de production, d'entreposage et de distribution des aliments) aux besoins en matière de santé publique alimentaire;
- II. rendre nos systèmes alimentaires équitables, en permettant à tous d'avoir accès à des aliments nutritifs;
- III. faire en sorte que nos systèmes alimentaires fournissent des éléments sains et nutritifs de façon durable et résiliente;
- IV. veiller à ce que des aliments nutritifs soient accessibles, abordables et acceptables grâce à une mise en œuvre cohérente des politiques des pouvoirs publics d'un bout à l'autre des filières alimentaires;
- V. faire en sorte que les gouvernements jouent un rôle moteur dans la transformation des systèmes alimentaires;
- VI. mettre à contribution tous les acteurs de la société;
- VII. mettre en œuvre un cadre dans lequel nos progrès accomplis en matière de réalisation des objectifs et de

concrétisation des engagements puisse être suivis et dans lequel nous serons considérés comme responsables

22. nous engageons à lancer une décennie de l'action nutritionnelle pilotée selon un Cadre d'action et à rendre compte tous les deux ans de sa mise en œuvre à la FAO, à l'OMS et au Conseil économique et social;
23. nous engageons à intégrer les objectifs et orientations du Cadre d'action décennal dans les efforts de développement mondial pour l'après-2015.